

178. Mme Galvis, observatrice de la Colombie et présidente des trois réunions techniques consacrées à l'Année internationale, a déclaré que jusque-là l'Année n'avait pas répondu à tous les espoirs placés dans cet événement. Elle pensait, néanmoins, que l'Année internationale avait atteint l'un de ses principaux objectifs, à savoir mieux faire connaître les besoins des peuples autochtones dans le monde entier. Elle a noté la faible participation de toutes les parties à la planification de l'Année, la piètre diffusion d'informations sur l'Année dans certains secteurs et l'absence de contributions au Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones. Elle a fait état de la très faible participation de toutes les parties aux trois réunions techniques. Il y avait encore beaucoup à faire pour diffuser plus largement des renseignements sur l'Année. Celle-ci avait fait l'objet d'une bonne publicité dans certains secteurs, d'une mauvaise publicité dans d'autres, et d'autres secteurs encore n'avaient reçu aucune information. Mme Galvis a insisté sur le fait que les communautés autochtones devraient recevoir davantage d'informations pour pouvoir établir leurs propres programmes.

179. Les six premiers mois de l'Année avaient été décevants pour ce qui était du nombre et de l'importance des activités déployées par le système des Nations Unies. Un des principaux obstacles au succès de l'Année était le manque de ressources provenant du Fonds de contributions volontaires. Les contributions étaient lentes à venir. C'est pourquoi Mme Galvis a lancé un appel à tous les gouvernements et à toutes les institutions spécialisées pour qu'elles contribuent au Fonds.

180. M. Alfonso Martínez a souligné qu'il était nécessaire de tenir compte des difficultés rencontrées pendant l'Année internationale pour chercher à éviter des difficultés analogues au cas où l'Assemblée générale déciderait de lancer la décennie envisagée sur les droits des peuples autochtones.

181. L'observateur du Conseil des ministres des pays nordiques a parlé des contributions spéciales que le Conseil avait faites à l'Année internationale : il a cité notamment l'organisation d'une réunion des parlements samis, le financement du deuxième sommet sur l'Arctique (Arctic Leaders' Summit), l'organisation d'un séminaire par le secrétariat danois pour l'Année internationale, l'octroi d'une subvention importante à un festival culturel autochtone et des activités menées dans le domaine de l'éducation et de la coopération.

182. L'observatrice du Bureau international du Travail (BIT) a parlé des activités actuelles de l'OIT concernant les peuples autochtones. L'une d'entre elles consistait à aider les gouvernements à mettre au point des mesures efficaces pour mettre en oeuvre l'Année internationale. D'autres activités spécifiques visaient à mieux faire connaître les objectifs de l'Année par le biais de publications (affiches, livres), de discussions sur des questions relatives à la gestion des ressources, et de consultations. Elle a ajouté que l'Année internationale offrait au Bureau international du Travail un cadre pour promouvoir la Convention No 169, qui avait déjà été ratifiée par la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique et la Norvège. Les gouvernements de l'Argentine, des Fidji et du Paraguay avaient fait savoir peu auparavant qu'ils envisageaient de la ratifier. Sri Lanka avait demandé une aide pour exposer la Convention et ses implications au comité sri-lankais